

CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1335

VENREDI 11 DÉCEMBRE 2020

La République jusqu'au bout!

Le Parti Socialiste a organisé son premier « Live des idées », vendredi, pour poser les enjeux, réaffirmer ses valeurs et expliquer ses propositions pour défendre la laïcité.

Pour les socialistes, l'objectif peut se résumer en une formule : **« la République jusqu'au bout »**. Car l'enjeu pour la gauche est bien de réaliser les promesses de la devise républicaine.

Si l'objet de la loi contre le séparatisme est vraiment de lutter contre l'islamisme radical, alors les socialistes ont des propositions à apporter au débat.

« Nous avons toujours combattu et nous continuons à combattre, fermement, toutes celles et tous ceux qui sont en rupture de ban avec la République, qui remettent en cause ses valeurs, qui voudraient imposer un autre ordre », a insisté Romain Colas, secrétaire national à la Communication.

L'arsenal juridique est aujourd'hui assez complet pour lutter contre les Jihadistes. En revanche, les moyens alloués pour faire appliquer ces lois ne sont pas suffisants. C'est pourquoi le PS propose de porter les budgets de la sécurité intérieure à 1% de la richesse nationale sur cinq ans. Cet effort doit permettre de donner la priorité à ce qui fait défaut actuellement et, notamment, les moyens d'analyses. On a pu le constater avec l'assassinat de Samuel Paty. Des alertes avaient été lancées mais elles n'ont malheureusement pas pu être interprétées à temps.

Les prisons constituent des lieux de propagation de l'idéologie islamiste. **« Des détenus se radicalisent parce qu'ils sont en contact avec des jihadistes emprisonnés »,** explique Gulsen Yildirim secrétaire nationale à la Justice. Il faut donc repérer, grâce au renseignement



Le PS force de propositions

pénitentiaire. Mais ce service a besoin d'être renforcé et surtout de mieux coopérer avec les autres services de renseignements.

Et enfin, une fois repérés, les détenus de droit commun, radicalisés, qui ont purgé leur peine doivent faire l'objet d'un suivi.

Mais ce phénomène de radicalisation en prison doit aussi provoquer une réflexion sur les peines alternatives **« qui ne sont pas laxistes, qui ont du sens et qui pourraient favoriser l'insertion et limiter le taux de récurrence »,** a proposé Gulsen Yildirim.

L'islamisme radical, qui touche tous les pays occidentaux et n'est donc pas une spécificité française, se développe sur le terrain des discriminations. C'est pourquoi les socialistes proposent de créer un parquet qui serait spécifiquement dédié à lutter contre toutes ses formes, de manière à amplifier et prolonger les prérogatives du défenseur des droits.

Avec cette soirée de débats, les socialistes ont cherché à répondre aux crimes mais aussi à leurs causes, car c'est bien en combinant à la fois la réponse répressive mais aussi la réponse sociale qu'il sera possible d'éradiquer l'islamisme radical.



35 heures menacées

« Les 35 heures, on s'est battus pour les gagner, on se battra pour les garder » ou **« 35 heures, moins de chômeurs »** ou **« Travailler moins pour travailler tous »** Voilà les slogans que l'on risque d'entendre très prochainement dans les rues de nos villes.

Déjà, le patronat, soutenu par la droite, commence à demander un allongement du temps de travail. Pour l'instant, Bruno Le Maire ne semble pas envisager de toucher à la durée légale du temps de travail mais évoque plutôt un allongement tout au long de la vie.

Cependant, avec des centaines de milliers de salariés au chômage partiel, des secteurs d'activités à l'arrêt pendant de longues semaines la pression sera forte pour réclamer des « ajustements » ou des « assouplissements ».

On ne peut jamais prévoir les conséquences d'une crise. Mais l'histoire nous enseigne que les Libéraux tentent toujours d'en profiter pour s'attaquer aux droits des salariés.

PS29

Assises de l'alimentation

Que de chemin parcouru depuis les premières Assises de l'alimentation organisées en 2017 ! Les participants à la 4^e édition, qui s'est tenue en visioconférence le 3 décembre, ont pu s'en rendre compte en tirant un premier bilan des actions engagées dans le Finistère et en traçant les perspectives qui se traduit par une relocalisation des productions.



mentales de l'alimentation #4 - 3 décembre 2020



Une ambition alimentaire

« **C'est un choix politique que nous assumons pleinement** », a précisé Michaël Quernez. « **Dès 2015, avec la répartition des compétences de la loi NOTRe, nous avons, contrairement à d'autres départements, décidé de continuer à mener une politique publique dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. C'est un choix majeur, pour nous, de soutenir le secteur primaire pour une alimentation de qualité dans le cadre de notre projet agricole de territoire.** »

Dans les collèges, le dispositif #food acteur vise à donner aux élèves les informations nécessaires afin qu'ils puissent se nourrir sainement. Le but est d'expliquer les principes de la diététique mais aussi les enjeux de l'alimentation et les conséquences de nos choix sur l'environnement. L'objectif n'est pas d'interdire de manger des cerises en décembre, mais d'expliquer les conséquences de ce choix.

« Le mouvement de relocalisation va se renforcer. »

La plateforme *Agri locale 29* commence à porter ses fruits. Elle permet de mettre en relation des producteurs et des responsables de la restauration collective. Pour l'instant, elle compte 199 fournisseurs et 117 acheteurs, dont 41 collèges.

Les relations ne sont pas uniquement virtuelles, puisque de nombreuses visites d'exploitations sont organisées.

Le confinement a clairement fait évoluer les habitudes de consommation vers des produits locaux en circuit courts. Pour l'ensemble des intervenants, l'existence de pactes alimentaires locaux ont permis de mieux répondre aux défis : heureusement que les contacts existaient déjà ! C'est ainsi que les élus, connaissant les difficultés que rencontraient les producteurs pour écouler leurs produits,

ont pris les mesures nécessaires pour permettre d'ouvrir les marchés de plein air.

La tendance à la relocalisation des productions agricoles va se renforcer. La première expérience de circuits courts a été menée au début des années 90, au Brésil à Belo Horizonte, dans la banlieue de Rio. À l'origine, il s'agissait de permettre à tous les habitants de se nourrir en faisant travailler les petits paysans de la région, a expliqué l'universitaire Damien Conaré. Ce mouvement se répand dans le monde entier.



Valoriser nos productions

La loi Égalim peut aider au développement d'une agriculture saine et durable. En effet, à partir de 2022, la restauration collective devra utiliser au moins 50% de produits de qualité et durable, dont 20% de bio.

Parce qu'il s'est doté assez tôt d'un projet alimentaire de territoire, le Finistère saura réussir cette transition.

Précarité alimentaire



Les Finistériennes et Finistériens souffrent de plus en plus de la précarité alimentaire. Les confinements ont gravement accentué le phénomène. « *Dans le Finistère, le nombre d'allocataires du RSA est passé de 17 600 à 19 600 en quelques semaines* », a rappelé Michaël Quernez. Les associations caritatives expliquent que plus de 10% de la population française peut avoir besoin de l'aide alimentaire.

La 4^e édition des *Assises de l'alimentation* a particulièrement insisté sur la précarité alimentaire chez les jeunes. Toutes les études et tous les témoignages montrent que les confinements ont eu des conséquences catastrophiques.

Au moment du premier confinement, alors que les établissements scolaires étaient fermés, les maires ont pu mesurer l'importance vitales des cantines scolaires pour certains élèves qui pouvaient ainsi prendre leur unique repas complet de la journée.

« *Il faut favoriser et développer l'expression des jeunes de tous*

horizons afin de remonter leurs attentes et leurs propositions sur les politiques départementales », a expliqué Marie Gueye, vice-présidente en charge de la Jeunesse. Et la prochaine contribution du dispositif « *Parole de jeunes* », actuellement en cours de rédaction, portera justement sur les conséquences du confinement.

De nombreuses associations interviennent pour accompagner les jeunes. L'association étudiante *FédédB* a lancé l'épicerie solidaire *Agoraé* qui permet aux étudiantes et étudiants de se procurer des denrées à prix très faible.

À Morlaix, ce sont les *Cuistots du viaduc* qui organisent des ventes de paniers de légumes et publient des recettes sur *Instagram*, de manière à favoriser des habitudes alimentaires saines.

À Quimper, les foyers de jeunes travailleurs aussi interviennent sur l'alimentation. Ils accueillent environ 150 jeunes de 16 à 30 ans et ont mis en place des ateliers de cuisine, des consultations de diététicienne et un restaurant collaboratif. Car, s'il faut manger pour vivre, il ne faut jamais oublier la dimension conviviale et sociale des repas.

Le MJS est mort, vive le MJS

«**Du passé faisons table rase... pour construire une nouvelle organisation sur des bases saines.**» Voilà résumée la position de la direction nationale du Parti Socialiste vis-à-vis du Mouvement des jeunes socialistes.

L'annonce, de la prise en main du mouvement de jeunesse par le PS a suscité de nombreuses réactions de la part de jeunes socialistes ou, le plus souvent, d'anciens membres du MJS.

L'organisation de jeunesse avait d'abord été fortement perturbée par une affaire touchant un de ses dirigeants nationaux, puis par le départ d'une partie de ses membres vers une autre organisation à la suite de la Présidentielle de 2017.

Une nouvelle équipe s'était constituée, mais il est rapidement apparu qu'elle n'était pas en mesure, compte tenu du passif, de redresser la barre, tant du point de vue administratif que financier. Or, compte tenu des règles en matière de financement de la vie politique,

il n'était pas possible, pour le PS, de laisser cette situation perdurer.

«**Concrètement, l'association MJS n'a pas été dissoute, mais sa situation juridique a été sécurisée et sa situation financière stabilisée avec pour seul objectif d'éviter la disparition de cette association**», a précisé Corinne Narassiguin, secrétaire nationale à la Coordination et aux Moyens, dans un courrier adressé aux jeunes socialistes. «**Cette décision n'a pas été prise de**

gaieté de cœur. Il s'agit de la seule décision possible face à une situation d'urgence.»

Si cette décision marque la fin d'une histoire, elle s'inscrit surtout dans la volonté d'en écrire une autre.

«**Nous avons besoin d'une organisation de jeunesse proche du Parti Socialiste, défricheuse, formatrice, cohérente avec ce que nous faisons et qui puisse conserver une voix singulière**», rappelle Corinne Narassiguin.

Emma Rafowicz et Dylan Laplace Mermoud ont été désignés délégués nationaux en charge de la mobilisation de la jeunesse, rattachés au Premier secrétariat et au secrétariat national à la Coordination.

Ils ont pour mission de dépasser les logiques mortifères de courants qui ont pu exister pour proposer à la direction nationale du Parti Socialiste une feuille de route afin de bâtir une nouvelle organisation sur des bases saines.



Un mouvement de jeunesse à réinventer

Un nouveau modèle breton

La chambre d'agriculture de Bretagne a présenté son plan stratégique.

Le président du Conseil régional, Loïc Chesnais-Girard, a tenu à commenter cette annonce.

«**L'agriculture bretonne a entamé, depuis quinze ans, une transition progressive vers l'agroécologie avec le soutien constant de la Région Bretagne. En déclarant ce lundi 30 novembre que l'agriculture bretonne allait devoir "produire moins" mais mieux, en retrouvant notamment "le lien au sol", le président de la Chambre d'agriculture, André Sergent, a franchi une étape symbolique majeure. Je salue le travail de la Chambre d'agriculture et la lucidité de ses dirigeants. La voie qu'ils proposent est aussi la mienne. Comme le dit le président Sergent "on est à un tournant". Le modèle breton, aujourd'hui, n'est plus le modèle productiviste du XX^e siècle. C'est celui de l'agroécologie,**

de la polyculture-élevage, de la diversité des productions et des fermes à taille humaine. Un modèle singulier en Europe, à l'avant-garde de l'agriculture du XXI^e siècle qui nourrira nos petits-enfants. Je veux dire aux agriculteurs bretons que la Bretagne continuera d'être à leur côté pour les accompagner dans cette transition qui va se poursuivre et s'amplifier.»

Cette annonce constitue un événement dans le Landerneau agricole breton. Il s'agit



Produire moins et mieux

d'un changement de discours, «**salutaire et nécessaire**», estime Rémi Mer, spécialiste de la question et auteur de *Dans la tête d'un jeune agriculteur*. «**Favoriser la valeur aux volumes, préférer l'installation à l'agrandissement des structures, encourager une forme de diversification... L'agriculture bretonne a les atouts en main pour réussir cette transition, également attendue par les Bretons.**»

«**On constate déjà une baisse des volumes, au moins pour les porcs et la volaille**», rappelle-t-il. La course en avant vers toujours plus de production est de toutes façons intenable compte tenu du contexte, et notamment de la nouvelle Politique Agricole Commune. La traduction de cette inflexion ne sera pas la même pour toutes les productions. La recherche de valeurs constitue une stratégie gagnante pour l'agriculture bretonne. Pour les filières lait, volailles et surtout légumes, il existe de vraies marges de progression. Pour le porc, les marges sont un peu plus réduites, mais elles existent néanmoins.

Agenda

12 décembre

10h30 : Première visioconférence de préparation du projet des socialistes du Finistère pour les scrutins de 2021.

Retrouvez-nous sur

Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
 N° 1335 - Vendredi 11 décembre 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
 26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
 Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
 Tél. 02 98 43 44 39
 13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
 Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
 ADFFFPS

« Refaire de la police un service public »

Le Parti Socialiste, par la voix de son Premier secrétaire, réclamait des états généraux de la sécurité pour sortir par le haut de l'impasse politique provoquée par la proposition de loi Sécurité globale. Emmanuel Macron annonce un « Beauveau de la sécurité ». Peu importe le nom, l'important est de renouer les liens entre la police et les citoyens et de pouvoir mettre tous les sujets sur la table : le recrutement, la formation, la mise en œuvre de la doctrine du maintien de l'ordre, la transparence, le contrôle indépendant de la police, le rôle des maires et le statut particulier de la Préfecture de police de Paris.

Dans une contribution publiée dans la perspective du congrès qui aurait dû se tenir à Villeurbanne, intitulée « *Refaire de la police un service public* », David Habib, député des Pyrénées-Atlantiques, secrétaire national du PS à la Sécurité, avait déjà pris la mesure de la défiance entre les citoyens et leur police et avancé plusieurs propositions pour y remédier.

« La crise de la confiance est double », analysait David Habib. « Elle se joue entre les forces de l'ordre et la population, mais également entre le gouvernement et les Français. Ainsi, si en 2015, 80% des Français déclaraient faire confiance à la police : en 2020, ils ne sont plus que 66%, soit une baisse de 14% en cinq ans (à titre de comparaison, la confiance accordée à l'Armée n'a chuté que de 7%). Aujourd'hui, un Français sur trois ne fait plus confiance à la police. »

Mais, face à ce phénomène, c'est aussi la confiance envers le gouvernement et sa capacité à assurer la sécurité des Français qui est remise en cause. Les violences au sein des manifestations des gilets jaunes ont, par exemple, été vécues comme une opposition de l'État avec la population. À la fin du mois un sondage *Elabe* indiquait que seuls 27% des Français faisaient confiance au ministre de l'Intérieur.

Pour les socialistes, il faut reprendre les expérimentations pour développer la police du quotidien. Lancée par le gouvernement de Lionel Jospin, la police de proximité a été supprimée par Nicolas Sarkozy.

Autre rupture avec l'époque Sarkozy, il faut mettre fin à la politique du chiffre. Aujourd'hui, les préfets doivent rendre compte sur 48 indicateurs prioritaires!

Il faut multiplier les contacts entre la police et les citoyens. À partir d'exemples de nos voisins européens, il faut que les citoyens puissent suivre le travail des agents. Les représentants des forces de l'ordre pourraient aussi participer aux travaux des comités de quartiers.



Les créations de postes doivent aller de pair avec l'augmentation ou la modernisation de moyens alloués aux forces de l'ordre. Aujourd'hui, l'augmentation du nombre de postes se fait au détriment du budget de fonctionnement.

Comme dans la plupart des autres pays, il est urgent de mettre en place des instances de réflexion, associant fonctionnaires de police et universitaires.

Le maintien de l'ordre, tel qu'il est pratiqué depuis 2018, est un échec. Il faut donc revenir à la doctrine qui prévalait avant le mouvement des gilets jaunes et cesser d'envoyer des policiers sans la formation nécessaire, avec des équipements lourds et un contact quasi systématique avec la population.

D'ailleurs, la question de la formation, initiale et continue, représente un enjeu essentiel.

Pour les socialistes, il faut multiplier le nombre de stages, en formation initiale, dans des associations ou des palais des Justice.

Les policiers doivent être réancrer dans leurs territoires : il n'est pas normal que 80% des jeunes policiers soient affectés en Île-de-France.

La question du recrutement mérite aussi d'être posée. Pour les socialistes, il faut rehausser le niveau du concours pour les gardiens de la paix.

Enfin, l'IGPN (l'Inspection Générale de la Police Nationale) ne doit plus dépendre du ministère de l'Intérieur mais être totalement indépendante afin de crédibiliser ses décisions.

Voilà, donc au moins dix propositions qui peuvent alimenter les débats d'états généraux auxquels tous les Français pourraient participer. Seul le dialogue permettra de réconcilier les Français avec leur police.